

Zoom sur ...

... les conclusions du G7 placé sous la Présidence française et organisé du 24 au 26 août 2019 à Biarritz

❖ 5 pays africains parmi les 8 pays non-membres du G7 invités

Le Sénégal, le Burkina Faso, le Rwanda, l'Afrique du Sud et l'Egypte, **ainsi que la Banque africaine de développement (BAfD)** ont pris part au sommet du G7 consacré à la lutte contre les inégalités, qui s'est tenu du 24 au 26 août à Biarritz (France). L'Australie, le Chili et l'Inde étaient également conviés par la présidence française. Tous les chefs d'Etat invités ont fait le déplacement, à l'instar **des Présidents burkinabè et sénégalais Roch-Marc Christian Kaboré et Macky Sall**, respectivement à la tête de la présidence en cours du [G5 Sahel](#) et du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique ([NEPAD](#)).

❖ La sécurité du Sahel au cœur des débats

[Lors d'une conférence de presse commune](#), Emmanuel Macron (France), Angela Merkel (Allemagne) et Roch Kaboré (Burkina Faso) ont annoncé **qu'un pacte pour la sécurité du Sahel serait présenté lors de la prochaine Assemblée générale de l'ONU**, en septembre prochain. Ce cadre de coopération devrait renforcer les programmes de formation de gendarmes, douaniers et militaires des pays de la région, qui font face une **amplification des menaces sécuritaires ces derniers mois**. Les trois Chefs d'Etat ont insisté sur la nécessité de mieux articuler les programmes de développement économique et social avec les programmes de la composante sécuritaire. **Un élargissement du G5 Sahel aux autres pays membres de la CEDEAO, également touchés par les attaques à leurs frontières, est envisagé**. Cette possibilité fera l'objet d'une réunion à Ouagadougou (Burkina Faso) le 14 septembre prochain, en présence de l'ensemble des pays membres de la Communauté. **Le déploiement de nouvelles forces sur place n'est en revanche pas prévu**.

❖ 251 M USD déployés en faveur de l'inclusion financière des femmes en Afrique

Le versement d'un prêt de 251 M USD à l'initiative AFAWA ([Action positive pour le financement en](#)

[faveur des femmes en Afrique](#)), portée par la BAfD, a également été annoncé à l'issue des 3 jours de rencontre. Lancée en 2016, l'AFAWA vise à **débloquer l'accès au financement pour les femmes entrepreneuses africaines**. Cette annonce fait suite à la publication en juillet [d'un rapport sur l'inclusion financière des femmes par la fondation Bill & Melinda Gates](#), élaboré à la demande de la présidence française du G7. Il intervient alors que **la BAfD semble avoir fait de l'inclusion financière une de ses priorités** : le lancement d'un fonds pour le renforcement des politiques d'inclusion financière numérique avait par exemple déjà été annoncé lors des 54^{ème} assemblées annuelles de la BAfD à Malabo (Guinée équatoriale) en juin dernier. Dotée de 400 M USD, cette Facilité pour l'inclusion financière numérique en Afrique (ADFI) a pour objectif de **développer l'accès aux services financiers électroniques pour les communautés vulnérables et à faible revenu au sein du continent, y compris les femmes**. La Fondation Bill & Melinda Gates, le gouvernement du Luxembourg et l'Agence française de développement participent déjà à son financement.



Le Président de la BAfD Akinwumi Adesina, l'artiste béninoise Angélique Kidjo et le président français Emmanuel Macron, annonçant le financement de l'AFAWA lors d'une conférence de presse du G7 à Biarritz, le 25 août 2019. Crédit : BAfD

7^{ème} Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD-VII)

Organisée à l'initiative du gouvernement japonais conjointement avec les Nations unies, le Programme des Nations unies pour le développement, la Commission de l'Union africaine (UA) et la Banque mondiale, [la Conférence se tient du 28 au 30 août 2019 à Yokohama](#) (Japon) en présence des pays membres de l'UA, de représentants de grandes entreprises japonaises et africaines, ainsi que d'organisations de la société civile. La plupart des chefs d'État ouest-africains ont fait le déplacement. Le pays hôte et les représentants des États participants devraient lancer un appel en direction du secteur privé, afin d'encourager les entreprises nippones à investir en Afrique. Le président du Niger Mahamadou Issoufou a par exemple déjà reçu en audience le responsable de la société japonaise OURD (Overseas Uranium Resources Development) et le président de JIRCAS (Japan International Research Center for Agricultural Sciences). Le président burkinabé Roch Kaboré a quant à lui entamé son programme par une audience avec le Président de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA). En présence du Président sénégalais Macky Sall, le Japon a déjà annoncé un financement de 55 Mds de FCFA (84 M EUR) pour un deuxième hôpital de niveau régional à Saint-Louis. Le Premier Ministre ivoirien Amadou Gon Coulibaly et le constructeur automobile japonais Toyota ont signé le 29 août 2019 un accord de création d'une usine de montage de véhicules Toyota en Côte d'Ivoire. Cette conférence intervient alors que le marché interne du Japon est saturé et que le pays semble avoir pris du retard sur le continent, notamment par rapport à son voisin chinois. Pour rappel, depuis le lancement de la première TICAD en 1993, le montant total de l'aide publique au développement (APD) mise en œuvre par Tokyo s'est élevé à 47 Mds USD. A titre de comparaison, la Chine a promis 60 Mds USD à l'Afrique lors du dernier sommet sino-africain organisé à Pékin en septembre 2018. Les exportations japonaises vers l'Afrique ont diminué de plus de la moitié depuis 2012, à environ 9 Mds USD en 2018, et le stock de ses IDE sur le continent ne représente actuellement que 20% de ceux de la Chine.

Hausse de plus 2 500 Mds FCFA des créances intérieures de la zone UEMOA en 2018

[Selon la BCEAO, l'encours des créances intérieures des institutions de dépôts de la zone UEMOA a augmenté de 2 585,7 Mds FCFA](#) (environ 3,9 Mds EUR) à fin décembre 2018 par rapport à son niveau à la même période de l'année 2017. Induite essentiellement par la hausse de 684 Mds FCFA (1,04 Md EUR) des créances nettes des institutions sur l'Administration publique centrale (APUC) et par la hausse de 1 901,7 Mds FCFA (2,9 Mds EUR) des crédits à l'économie, cette hausse de 9,4% porte l'encours total à 30 023,8 Mds FCFA (45,8 Mds EUR) à fin décembre 2018. Toutefois, cette progression importante masque des disparités entre les différents pays de l'Union. Alors que les crédits à l'économie ont par exemple progressé de 708,7 Mds FCFA (1,08 Mds EUR) en Côte d'Ivoire, ils ont enregistré des baisses de 0,1% et de 4,5% respectivement au Mali et au Niger.

BENIN

Vers la mise en place d'une plateforme e-pharmacie

En lien avec la volonté du gouvernement béninois de lutter contre le trafic de faux médicaments qui sévit depuis de longue date dans le pays, l'Etat entend créer prochainement un système d'information pharmaceutique intégré pour optimiser et sécuriser la traçabilité des médicaments de la source d'approvisionnement au lieu de vente en officine. Cette plateforme e-pharmacie se veut être une alternative aux insuffisances du mécanisme actuellement proposé par la Centrale d'achat des médicaments essentiels et consommables médicaux (CAME) qui avait d'ailleurs vu son agrément être retiré de juin 2018 à février 2019. Le ministre de la Santé et la ministre de l'Economie Numérique ont été saisi du dossier pour mener des négociations avec des sociétés spécialisées.

BURKINA FASO

Les échanges de la France avec le Burkina Faso en progression au 1^{er} semestre 2019

Au 1^{er} semestre 2019, les exportations de la France vers le Burkina Faso ont augmenté de +5,3% par rapport au 1^{er} semestre 2018, soit une progression en volume de 135,5 M EUR (128,7 M EUR au 1^{er}

semestre 2018), tandis que nos importations en provenance du Burkina Faso ont augmenté de +41,4%, soit une progression en volume de 12,4 M EUR (8,8 M EUR au 1^{er} semestre 2018). A l'échelle de l'Afrique subsaharienne (52 pays), le Burkina Faso est au 1^{er} semestre 2019 le 13^{ème} pays importateur de produits français (135,5 M EUR), le 27^{ème} pays exportateur vers la France (12,4 M EUR) et le 8^{ème} solde positif de la France (123,1 M EUR).

CAP-VERT

Appels d'offres d'Enapor pour la construction d'un ponton flottant et le recrutement d'une société de conseil

L'autorité portuaire cap-verdienne Enapor a lancé un appel d'offres pour la construction, l'installation et l'exploitation d'un ponton flottant pour soutenir l'embarquement et le débarquement des touristes dans la zone portuaire de Sal Rei, à Boa Vista. Les propositions techniques initiales doivent être soumises à Enapor avant le 27 septembre. Enapor a lancé un autre appel d'offres pour le recrutement d'une société de conseil pour l'élaboration d'un projet de concession dans le service de stockage électronique de l'entreprise. Les propositions doivent parvenir à Enapor avant le 20 septembre.

Hausse des activités touristiques au deuxième trimestre 2019

Selon l'institut national de la statistique, le nombre de passagers voyageant par avion a connu une hausse de 3% au deuxième trimestre 2019 par rapport à la même période en 2018. Le nombre de clients dans les hôtels du pays a augmenté de 7% sur la même période, et le nombre de nuitées de 5,3%. Le Royaume-Uni était le principal pays d'origine des touristes (26,6% des entrées totales) et les touristes britanniques sont ceux qui sont restés le plus longtemps au Cap-Vert, avec une moyenne de séjour de 8,2 nuits. L'île de Sal était la plus recherchée par les touristes, captant 48,7% des nuitées. Sur le premier semestre, le nombre d'entrées dans les hôtels et de nuitées ont augmenté respectivement de 7,8% et de 4,9% par rapport au premier semestre 2018.

COTE D'IVOIRE

Dégradation des indicateurs de gestion de la BOA Côte d'Ivoire au premier trimestre 2019

[Les indicateurs de gestion de la Bank of Africa \(BOA\) Côte d'Ivoire se sont détériorés lors du premier trimestre 2019 par rapport à la même période de 2018](#), ont indiqué les dirigeants de l'institution. Cette dégradation se traduit essentiellement par : (i) la baisse de 3,1% du produit net bancaire (PNB) à 7,9 Mds FCFA (12 M EUR) du fait de la baisse des produits d'intérêts acquis sur le portefeuille titre, (ii) la hausse des charges d'intérêt de 8,1% du fait de l'élargissement du réseau d'agences de la BOA Côte d'Ivoire, (iii) la baisse de 15,1% du résultat brut d'exploitation à 2,8 Mds FCFA (4,3 M EUR) et la baisse de 19,3% du résultat net à 2,7 Mds FCFA (4,1 M EUR). Pour rappel, à la date du 31 décembre 2018, le groupe BOA (majoritairement détenu par BMCE Bank, 3^e banque au Maroc) était implanté dans 17 pays africains et en France, présentait un total de bilan consolidé de 7,7 Mds EUR et enregistrait un bénéfice net consolidé de 133 M EUR. Elle détenait 6% des actifs du secteur bancaire en 2017.

Baisse de résultat net pour la société Bolloré Côte d'Ivoire au premier trimestre 2019 malgré une légère hausse du chiffre d'affaires

[Selon les dirigeants du groupe français Bolloré Côte d'Ivoire opérant dans la logistique et le transport, le chiffre d'affaire de leur société a augmenté de 0,5% à 24,9 Mds FCFA \(37,9 M EUR\) au premier trimestre 2019 comparativement au premier trimestre de 2018](#). Toutefois, le résultat net de la société a connu une baisse importante de 14% à 1,4 Md FCFA (2,1 M EUR). Cette contreperformance est en partie imputable à la hausse des charges d'impôts et taxes, principalement l'impôt foncier et la patente, résultant de la réévaluation des bases d'imposition et une charge de restructuration impactant les charges de personnel. Pour rappel, la compagnie française Bolloré Transport & Logistics intervient en Côte d'Ivoire dans les secteurs de la logistique, du portuaire, du transport ferroviaire et de chantier naval. Le groupe devrait mettre prochainement en service un aérohub, une nouvelle plateforme logistique jouxtant l'aéroport international d'Abidjan. Cette infrastructure – dont le coût d'investissement n'a pas été révélé – sera entièrement

consacrée aux denrées de grande consommation (riz, sucre, produits laitiers et pharmaceutiques, etc.).

Ecobank Côte d'Ivoire équipe les taxis d'ETCP avec sa solution de paiement électronique

[Les dirigeants de la banque panafricaine Ecobank et du groupe Ivoire taxi sont parvenus à un accord de partenariat](#), le 23 août dernier, en présence des deux partenaires techniques d'Ecobank, Visa et Mastercard, portant sur la digitalisation des paiements de frais de taxis. A travers cet accord, Ecobank s'engage à équiper les taxis du groupe Ivoire taxi de la solution de paiement électronique, EcobankPay, permettant aux usagers de régler leurs courses simplement en scannant le code QR présenté par le chauffeur de taxi. Les usagers peuvent télécharger l'application, ne nécessitant pas de compte bancaire Ecobank, via Google Play ou App Store.

Le fonds d'investissement britannique AgDevCo investit 8,7 M EUR dans Dekel Oil

[AgDevCo vient de réaliser un premier investissement de 8,7 M EUR dans la société DekelOil \(l'un des principaux acteurs de l'huile de palme en Côte d'Ivoire\) sous forme de prêt sur dix ans](#). Ce financement permettrait à cette filiale ivoirienne du holding israélien Rina Group de refinancer sa dette de court et moyen terme, de renforcer son fonds de roulement et de financer son programme de certification RSPO (Roundtable for Sustainable Palm Oil). Pour rappel, le fonds britannique AgDevCo pèse 500 M USD et a déjà investi plus de 170 M USD dans plus de 40 projets en Afrique, majoritairement dans les pays anglophones.

Plan de reboisement et de protection des forêts ivoiriennes

[Le ministère des Eaux et forêts s'est donné pour objectif d'augmenter la couverture forestière à hauteur de 20% du territoire national à l'horizon 2040, soit 6 M hectares de forêts, contre 11% actuellement](#). Pour rappel, la Côte d'Ivoire comptait 16 M d'hectares de forêts en 1960 avant que cette superficie ne chute à 2,5 M ha dans les années 2000, principalement à cause de l'agriculture et de l'exploitation forestière. Le Ministère entend inverser ce phénomène grâce au reboisement et à la mise en œuvre du projet de Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation forestières (REDD+), qui sensibilise les populations à la pratique de l'agroforesterie et à l'«agriculture zéro déforestation».

Augmentation de la capacité de stockage des zones de production d'anacarde

L'Autorité de régulation du système de récépissés d'entrepôts (ARRE) a signé avec le groupe chinois TBEA [un contrat de construction de 108 entrepôts de stockage de noix de cajou](#) en Côte d'Ivoire d'ici 2022. Ces installations, d'un coût global de 157 Mds FCFA (240 M EUR), permettront de stocker 500 000 tonnes de noix de cajou, soit 65% de la production ivoirienne. En stockant ainsi leurs récoltes, les producteurs reçoivent un récépissé qu'ils peuvent utiliser comme garantie en échange d'un prêt bancaire pour financer leur activité. Le stockage permet également aux entreprises de transformation ou d'exportation de développer le circuit d'approvisionnement de la noix. Pour rappel, alors que la Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial d'anacarde avec 761 000 tonnes en 2018, moins de 15% des noix produites sont transformées localement.

GAMBIE

Hausse de la contribution du tourisme à la croissance en 2018 (21%)

La hausse des arrivées de touristes sur l'année a dépassé la cible de 21,3% fixée dans le Plan national de développement, pour s'établir à 29% en 2018. En comparaison, la hausse moyenne mondiale, comme pour l'Afrique Subsaharienne, a été de 6%. La valeur ajoutée du secteur du tourisme s'est établie à 21% du PIB, contre 16% en 2017, et les emplois directs générés par le secteur étaient de 41 800 en 2018 contre 35 000 en 2017. Les gains d'échanges extérieurs tirés du tourisme sont montés à 128 M USD contre 104 M USD en 2017, soit une hausse de 23%.

La Gambie classée parmi les pays non transparents fiscalement par les Etats-Unis

Les Etats-Unis ont publié [leur rapport sur la transparence fiscale 2019](#) qui évalue 141 pays. Sur les 141 pays, 74 ont rempli les exigences minimales de transparence fiscale en 2018, et 13 ont réalisé des progrès significatifs, ce qui n'est pas le cas de la Gambie. Selon le rapport, les documents concernant le budget gambien manquent d'information sur les revenus issus des ressources

naturelles et les revenus des entreprises publiques. Le rapport de fin d'année n'a pas été publié. Les rapports d'audit de l'exécution annuelle du budget n'ont pas été publiés dans un délai raisonnable. Les informations sur l'attribution des marchés d'extraction des ressources naturelles ne sont pas publiées.

GUINEE

LFR 2019 : l'Assemblée nationale adopte le volet recettes du budget

Les députés de l'Assemblée nationale se sont réunis en plénière le 24 août 2019 pour adopter le volet recettes du projet de loi de finances rectificatives 2019. Le budget prévu par la LFR s'équilibre en recettes et en dépenses à un montant de 23 120 Mds GNF (2,3 Mds EUR). L'augmentation des recettes prévisionnelles inscrites dans la LFR sont dues (i) à un rehaussement d'une aide budgétaire de la Banque Mondiale de 40 M USD (36,2 M EUR) à 100 M USD (90,4 M EUR), (ii) à l'obtention d'un emprunt qatari non affecté de 60 M USD (54,3 M EUR), (iii) à l'encaissement du produit de la vente de la licence d'exploitation 4G à la société Orange Guinée pour un montant de 90 M USD (81,4 M EUR) et (iv) à l'augmentation du prix du carburant à la pompe qui est passé de 9 500 GNF (0,93 EUR) à 10 000 GNF (0,98 EUR) en raison de la hausse du prix des produits pétroliers sur le marché mondial.

Le barrage hydroélectrique de Souapiti réalisé à 85%

Le 26 août, le Ministre de l'énergie, Cheick Taliby Sylla, accompagné de son homologue de la communication, Amara Somparé, se sont rendus sur le site du barrage de Souapiti pour la fermeture symbolique des vannes et la première mise en eau du barrage. Amara Camara, le directeur général du projet Souapiti, indique que le volet génie civile est déjà réalisé à 90 %, alors que la composante hydroélectricité mécanique se situe, elle, à 55%. Le niveau d'avancement global est estimé à 85 %. En outre, la réserve d'eau du barrage de Souapiti, située en amont du barrage de Kaléta, permettra à ce dernier – dès le prochain étiage – de passer d'une puissance de 28 à 80 MW.

Energie : le Ministre annonce une hausse du prix de vente de l'électricité

En marge d'une visite qu'il a effectuée le 26 août 2019, le Ministre de l'énergie – Cheick Taliby Sylla, a annoncé une hausse moyenne à venir de 15% du tarif de l'électricité. Cette augmentation sera non linéaire et dépendra du type d'abonnement souscrit. L'augmentation de ce tarif sera par exemple de 5% pour les entreprises industrielles. L'Etat accorde 400 Mds GNF (39 M EUR) de subvention à l'opérateur public Electricité de Guinée (EDG) chaque année. Actuellement, le coût de production du kwh est estimé à 1400 GNF (0,14 EUR) pour un prix de vente moyen de 700 GNF (0,07 EUR).

Le tribunal arbitral de Paris condamne la Guinée à payer 20 M USD à la société seychelloise GVG

Le tribunal arbitral de Paris a condamné en première instance l'Etat guinéen à verser 20 M USD (18,1 M EUR) à la société seychelloise Global Voice Group (GVG). Cette société, spécialisée dans la fourniture de technologies de pointe et de systèmes de protection des finances et de génération de revenus liés aux flux et aux opérations des télécommunications, avait signé un accord de partenariat avec l'Autorité de régulation des postes et télécommunications (ARPT) de Guinée d'une durée de 5 ans. En juillet 2009, l'ARPT avait conclu un avenant avec GVG rallongeant d'une année la durée du partenariat. En mai 2014, le Directeur de l'ARPT a interrompu le règlement des factures de GVG. Cette situation a conduit la société seychelloise à saisir le tribunal arbitral de Paris en mai 2016. Le Directeur général de l'ARPT, Antigou Chérif, a annoncé que l'ARPT intentera un recours en annulation devant la Cour d'appel de Paris.

MALI

Approbation par le FMI du nouveau programme triennal en faveur du Mali au titre de FEC et un décaissement de 27,4 M USD

Le conseil d'administration du FMI vient d'approuver en faveur du Mali un nouveau programme triennal (2019-2023) soutenu par une Facilité élargie de crédit (FEC). Ce programme bénéficiera d'un financement total de 140 M DTS (192 M USD), soit 75% de la quote-part du Mali (contre 100%

pour le précédent programme FEC). Le premier décaissement, de 20 M DTS (27,4 M USD), vient d'être effectué. Les priorités retenues pour ce programme entendent favoriser une trajectoire de croissance qui respecte les grands équilibres macroéconomiques, avec notamment une ambition renforcée en matière de mobilisation des recettes fiscales. Il vise en particulier au respect du critère de l'UEMOA relatif au déficit budgétaire global, à savoir 3 % du PIB maximum, à compter de 2019. Une attention particulière sera portée à la restructuration du secteur énergétique.

Adoption du projet de loi de révision du Code minier de 2012

Le Conseil des Ministres a adopté ce mercredi 21 août 2019 un projet de loi portant sur la réforme du Code minier datant de 2012. Ce dernier avait pour objectif principal la promotion des investissements internationaux dans le secteur minier. Le nouveau texte prévoit la fin de l'exonération de la TVA durant la phase de production des mines et d'autres avantages douaniers et fiscaux, dans l'objectif d'augmenter les recettes fiscales issues du secteur minier. Il réduit aussi de 20 ans la durée de la période de stabilité (fixée à 30 ans depuis 1991), durant laquelle les investissements miniers sont protégés de tout changement de la réglementation fiscale et douanière. Le texte ouvre également la possibilité d'attribuer les titres miniers par appel d'offres et étend les obligations de protection de l'environnement durant la phase d'exploration. Selon le ministère des Mines et du Pétrole, le Mali (3^{ème} producteur d'or en Afrique) compte 14 compagnies minières et enregistre une production annuelle industrielle de 60,8 tonnes d'or en 2018. Pour mémoire l'or représente entre 70 à 75% de recettes d'exportation, 25% du budget national et 6,3% du PIB.

Mine (or) : le Canadien B2GOLD s'engage dans la construction d'une centrale solaire de 30 MW

La société canadienne (B2GOLD) spécialisée dans l'exploitation d'or au Mali se lance dans la construction d'une centrale solaire photovoltaïque de 30 MW. Cette initiative vise à l'autonomisation et à la maîtrise des coûts énergétiques de son site minier (Fékola) dans le sud-ouest du pays. L'investissement est évalué à 34 M EUR. Le financement serait bouclé avant la fin des travaux de la nouvelle centrale hybride, prévue pour août 2020. B2GOLD compte rentabiliser cet investissement sur une durée de 4 ans.

MAURITANIE

Conclusion d'un accord de financement de 41 M USD entre la Chine et la Mauritanie

La Mauritanie et la Chine ont conclu un accord annuel de coopération économique et technique, signé par Cheikh El Kebir Ould Moulaye Taher, le Ministre mauritanien de l'Economie et de l'Industrie, et Zhang Jianguo, l'Ambassadeur de Chine en Mauritanie, le 22 août dernier. Cet accord porte sur un financement de près de 41 M USD pour réaliser des projets qui seront sélectionnés ultérieurement par les deux gouvernements.

Hausse de l'indice des prix à la consommation en juillet (+2,2% en g.a.)

L'indice des prix à la consommation a augmenté de 2,2% en juillet 2019 par rapport à juillet 2018, tiré en particulier par les prix du tabac (+6,8%), des restaurants et hôtels (+5,3%), de la santé (+4,9%) et des transports (+3,8%). Au sein des produits alimentaires et boissons (+2,8%), la hausse du prix du pain et des céréales (+6,2%) et des poissons et fruits de mer (+8,8%) est en partie compensée par la baisse des prix du sucre, confiture, miel, chocolat et confiserie (-6,2%) et de la viande (-0,4%). Par rapport au mois précédent, l'indice enregistre une hausse de 0,8%.

NIGER

Les échanges de la France avec le Niger reprennent des couleurs au 1^{er} semestre 2019

Au 1^{er} semestre 2019, les exportations de la France vers le Niger ont augmenté de +15,9% par rapport au 1^{er} semestre 2018, avec un volume de 69,2 MEUR (59,8 M EUR au S12018), tandis que nos importations en provenance du Niger ont fortement augmenté de +810,3% avec un volume de 35,5 M EUR (3,9 M EUR au S12018), augmentation liée à la reprise statistique de nos achats d'uranium. A l'échelle de l'Afrique subsaharienne (52 pays), le Niger est le 20^{ème} pays importateur de produits français (69,2 MEUR), le 15^{ème} pays exportateur vers la France (35,5 M EUR) et le 14^{ème} solde positif de la France (+33,7 MEUR).

Moody's attribue une première notation B3 au Niger assortie d'une perspective stable

L'agence de notation Moody's Investors Service (Moody's) a attribué pour la première fois au gouvernement du Niger une notation B3 d'émetteur à long terme en monnaie locale et en devises. La notation B3 repose principalement sur les éléments suivants : (i) une solidité économique "très faible" reflétant la fragilité de fondamentaux économiques tels que le niveau de richesse très faible du pays, une croissance irrégulière et un faible niveau de compétitivité, exacerbés par des défis sociodémographiques, et ce, malgré des taux de croissance soutenus; (ii) une solidité institutionnelle "très faible" dont atteste la fragilité des indicateurs de gouvernance, malgré une amélioration au niveau de la gestion des finances publiques, dans la cadre du plan triennal du FMI ; (iii) une solidité budgétaire "faible" reflétant un niveau d'endettement relativement élevé sujet à des choc, que le coût faible de la dette grâce à la part importante des emprunts à taux concessionnels conduit à nuancer ; (iv) et une exposition "modérée" au risque événementiel liée à des tensions géopolitiques dans la région du Sahel ainsi qu'un risque de liquidité du gouvernement alors que le pays affiche des besoins de refinancement en monnaie locale conséquents. Les perspectives à moyen terme sont qualifiées de « stables », le rapport entre risques haussiers et baissiers étant perçu comme équilibré.

Le Niger adopte une nouvelle politique nationale de population

Le Niger, pays de plus de 23 millions d'habitants, fait face à une forte demande en termes d'éducation et de santé, en raison d'un taux de croissance démographique important lié à un taux de fécondité éminemment élevé (près de 7 enfants par femme). Pour relever ce défi, le gouvernement a élaboré une nouvelle Politique nationale de population (PNP) dont l'objectif est de "contribuer à la réalisation de l'objectif 3 de la SDDCI (Stratégie de développement durable et de croissance inclusive), à savoir la maîtrise des leviers de la croissance démographique au Niger", à travers la promotion de la parenté responsable au sein de la population. Cette PNP, indique le gouvernement, vise la capture du dividende démographique, en agissant sur l'accélération de la transition démographique, le développement humain et l'emploi. Pour des informations complémentaires sur le sujet, retrouvez notre article thématique sur [les perspectives démographiques en Afrique de l'Ouest](#).

Le Niger adopte une convention pour le transport de son pétrole à l'international

Le Conseil des Ministres du Niger du 23 août a examiné et adopté le projet de décret permettant l'approbation de la Convention de transport entre le Niger et la société West African Oil Pipeline Company (WAPCO Niger). Créée en avril 2019, la société WAPCO Niger est une filiale de la China National Oil and Gas Exploration and Development Company Ltd. (CNODC), qui a pour but de construire, exploiter, entretenir et gérer l'oléoduc d'exportation du pétrole brut du Niger. Cette convention de transport vient encadrer la mise en œuvre de différents accords déjà signés, en particulier le protocole d'entente conclu entre le Niger et le Bénin en avril 2018 et l'accord-cadre conclu entre le Niger et la CNODC en septembre 2018. Pour mémoire, le futur pipeline partira du Niger et traversera le Bénin jusqu'au terminal maritime d'exportation situé dans la commune de Sèmè, en vue de son acheminement sur le marché international.

Le Niger autorise la ratification d'une convention de 16 M EUR pour le financement de la centrale hybride d'Agadez

Le gouvernement nigérien a donné son accord pour la ratification, avec l'Agence française de développement (AFD), de la convention de financement d'un montant de 16 M EUR déjà signée en juin 2018 à Niamey, pour le projet de construction de la centrale hybride (13 MW photovoltaïque et 6 MW thermique) d'Agadez. Ce projet a pour objectif de desservir la ville d'Agadez en électricité, tout en renforçant le réseau de distribution de la ville et l'électrification du hameau voisin de Tibinitene.

Dangote Cement envisage de construire un complexe cimentier au Niger d'ici 2021

Le groupe cimentier nigérien Dangote Cement vient d'annoncer qu'il envisage de financer la construction d'un complexe cimentier au Niger, pour un montant total estimé à 322 M USD (355,8 M EUR). Le projet consiste en la mise en place d'une unité de production de clinker, d'une centrale énergétique à gaz et d'une unité de production de ciment qui devrait délivrer 4 500 tonnes de ciment par jour, à la fin des travaux en 2021. Le groupe table sur l'augmentation de la demande

de ciment grâce à la mise en œuvre de gros projets d'infrastructures, en particulier le projet de pipeline Niger-Bénin approuvé en mai dernier par le gouvernement nigérien.

TOGO

Lomé Croisière : nouveau projet de partenariat entre la Chambre de commerce et Togo Invest

La Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCIT) a initié, aux côtés de la holding publique Togo Invest, un projet du nom de « Lomé Croisière » qui consiste à développer et promouvoir la zone lagunaire qui s'étend de la baie de Lomé au Lac Togo. Le dragage des lagunes sera entrepris afin de rendre navigable les cours d'eau actuellement non exploités. En termes d'infrastructures, ce projet permettrait la construction d'un technopôle, d'un complexe de formation universitaire, d'un port sec et d'une zone industrielle située à proximité du Lac Togo. En outre, une nouvelle ville devrait être créée avec à la clef de nouveaux hôtels et le développement d'activités touristiques.

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Indicateurs Pays	Bénin	BF	CV	RCI	Gambie	Guinée	GB	Mali	Mauritanie	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA	ASS
Population (M hab.) 2018	11,4	19,5	0,6	25,6	2,2	13,3	1,7	18,5	4,5	19,3	16,3	8,0	120,4	992,6
Macroéconomie														
PIB (Mds USD) 2018	10,5	14,2	2,0	43	1,7	11,7	1,5	17,2	5,2	9,2	24	5,4	140,3	1 642,7
PIB / Hab (USD) 2018	915	729	3 563	1 680	745	883	840	927	1 143	477	1 474	670	1 060	1 658
Croissance PIB réel (%) 2018	6,5	6	4,7	7,4	6,6	5,8	3,8	4,9	3	5,2	6,2	4,7	6,3	3
Inflation (%) 2018	1	2,0	1,3	0,3	6,5	9,7	1,4	1,7	3	3	0,5	0,7	1,4	8,5
Finances Publiques														
Déficit public (%PIB) 2018	-4,7	-4,7	-2,7	-4	-6,6	-2	-5	-4,7	1,6	-4,9	-3,4	-3,1	-3,8	-3,7
Dettes publiques (%PIB) 2018	54,6	43	127,7	52,2	83,1	38,7	56,1	36,6	83,9	55,1	64,4	74,6	52,5	48,5
Pression fiscale (%PIB) 2017	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4	14,8	20,0	14,9	18,7	17,4	16,2	-
Risque Pays ¹	B	C	B	B	-	C	-	D	D	C	B	C	-	-
Echanges														
Balance commerciale 2018 (%PIB)	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8	-4,3	-9,4	-12,0	-12,8	-19,6	-	-
Exportations françaises vers ² (MUSD)	207	283	30	1 334	9	194	5	374	205	170	856	344	3 573	11 015
Importations françaises depuis (MUSD) ²	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	11	43	270	99	18	1380	8 069
Balance courante (%PIB) 2018	-8,9	-7,5	-7	-3,4	-11,5	-16,1	-1,6	-7,3	-18	-16,3	-7,2	-7,9	-6,8	-2,6
Réserves de change (mois d'import) 2018	-	-	5	-	4	3	-	-	5	-	-	-	5	5
Aspects qualitatifs														
IDH (2018) ³	163	183	125	170	174	175	177	182	159	189	164	165	-	-
Doing Business (2019) ⁴	153	151	131	122	149	152	175	145	148	143	141	137	-	-
Environnement des affaires ⁵	C	C	C	B	-	D	-	D	D	C	B	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

¹ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

² Trade Map-2017

³ PNUD - Classement sur 188 pays

⁴ Banque mondiale - Classement sur 190 pays

⁵ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque